



Programme Conjoint UE/CdE « Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional » (Programme Sud)

Deuxième réunion du Comité de Pilotage
Strasbourg, 17-18 mars 2014
Palais de l'Europe

Document de synthèse, résultats et perspectives

Le Programme Sud en bref

L'objectif du Programme Conjoint UE/CdE « Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional » (ci-après « Programme Sud »), lancé en janvier 2012, est de soutenir le processus de réforme politique et démocratique dans les pays du voisinage méridional, conformément aux normes européennes et internationales et sur la base d'une approche ciblée et basée sur la demande. Les principaux axes du programme sont : réforme de la justice, lutte contre la corruption, promotion des droits de l'homme par la prévention et le contrôle de la traite des êtres humains et promotion des valeurs démocratiques. Le budget du Programme s'élève à 4.8 M € sur trois ans (2012-2014).

Les activités en cours sont orientées principalement vers le Maroc et la Tunisie, mais le programme est ouvert à d'autres partenaires dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP): l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye et l'Autorité Nationale Palestinienne, et certains d'entre eux sont activement impliqués dans le Programme Sud principalement par le biais d'activités régionales.

Ce programme conjoint fait partie du cadre plus large des initiatives entreprises par les deux Organisations pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans les pays du sud de la Méditerranée, y compris la Politique Européenne de Voisinage (PEV) de l'UE et la Politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines.

Les principaux résultats du Programme

Vingt-six mois après son lancement, le Programme Sud s'est avéré être un outil de coopération efficace pour soutenir les processus de réforme en cours au Maroc et en Tunisie et sensibiliser sur les questions essentielles relatives aux droits de l'homme, à l'État de droit et à la démocratie dans d'autres pays de la région.

L'année 2013 a marqué le début d'initiatives de **lutte contre la traite des êtres humains** en Tunisie –avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains comme principal outil de référence – et le lancement d'une action coordonnée dans ce domaine avec des partenaires internationaux au Maroc. En outre, la réalisation de plusieurs évaluations sur des questions clés comme « l'efficacité de la justice » et « la corruption » a conduit à l'identification des **besoins dans le domaine de la bonne gouvernance** et au développement de solutions adaptées à chaque bénéficiaire, sur la base de normes et méthodologies du Conseil de l'Europe, telles que celles élaborées par la CEPEJ (Commission européenne pour l'efficacité de la justice) ou le GRECO (Groupe d'Etats contre la corruption). L'octroi au Maroc du statut d'observateur auprès de la CEPEJ en mai 2013 a

été un résultat majeur de la coopération avec les autorités marocaines dans le domaine de la réforme de la justice. Les Ecoles d'études politiques, mises en place au Maroc et en Tunisie comme l'une des actions du Programme Sud visant à renforcer la société civile, sont maintenant pleinement opérationnelles et intégrées dans le réseau plus vaste des Ecoles.

Ces réalisations et d'autres ont donné lieu à une demande accrue de l'intervention du Conseil de l'Europe dans le cadre du Programme Sud. L'Assemblée parlementaire a, par exemple, été invitée à soutenir davantage le **Parlement marocain** par le biais du Programme; des analyses juridiques ont porté, à la demande des autorités marocaines, sur les **projets de lois relatives au statut des juges et au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire** et la Commission de Venise a mis son expertise à la disposition de l'**Egypte** et de la **Libye** lorsqu'elle y était invitée, ouvrant ainsi la voie à une possible coopération future. Ce nombre croissant de demandes montre également que les bénéficiaires du Programme Sud ont une bonne compréhension de l'appui que le Conseil de l'Europe et l'UE peuvent apporter grâce à ce partenariat tripartite et une preuve de sa **flexibilité** et de son **adaptabilité**, le programme pouvant en effet répondre rapidement et efficacement aux demandes de nos partenaires.

Au cours du second semestre 2013, les activités visant à **renforcer le dialogue entre l'Europe et la région ainsi qu'au sein de la région** se sont intensifiées. La **Conférence interparlementaire** sur « Les changements politiques dans le Sud de la Méditerranée et au Proche-Orient : le rôle des institutions représentatives », qui s'est tenue à Lisbonne, a facilité à une meilleure compréhension entre les Parlements de la région du « Statut de Partenaire pour la démocratie » auprès de l'Assemblée parlementaire du CdE et de ses avantages dans le cadre du processus de réforme en cours. L'édition 2013 du **Forum de Lisbonne** a réuni plus de 250 participants dont la plupart représentaient des gouvernements, des parlements, des autorités locales et régionales et de la société civile de pays du Sud de la Méditerranée. Les participants ont adopté conjointement des recommandations pour améliorer la participation de la société civile à la prise de décision. Afin de soutenir également la société civile, **l'initiative régionale de l'Ecole d'études politiques tunisienne** a rassemblé des organisations de la société civile de la Tunisie, du Maroc, de la Libye, de l'Egypte, de l'Algérie et de la Mauritanie, d'où son élargissement à compter de 2014. Le Programme Sud a aussi soutenu activement des jeunes issus d'organisations - jeunesse d'Algérie, de Tunisie et du Maroc pour qu'ils agissent comme multiplicateurs dans leurs pays respectifs et pour renforcer leurs capacités à promouvoir la participation démocratique des jeunes et les droits de l'homme.

Le Programme Sud a aussi soutenu les actions du Groupe Pompidou, visant à promouvoir une approche « droits de l'homme » dans les politiques de prévention et combat des addictions, en conformité avec les standards du CdE. Le Programme s'est en outre attaché à sensibiliser ses acteurs aux normes européennes et à promouvoir une meilleure compréhension des procédures et des implications de **l'adhésion aux conventions du CdE**. Des présentations des conventions ont systématiquement été incluses dans les activités menées dans le cadre du Programme Sud et un séminaire sur les « procédures d'adhésion » qui s'est tenu en juillet 2013, a réuni des représentants de plusieurs pays de la région. Les pays partenaires manifestent un intérêt croissant pour les instruments juridiques du CdE depuis le lancement du Programme Sud. C'est ainsi que le Maroc a ratifié plusieurs conventions. D'autres pays partenaires ont exprimé leur intérêt pour des instruments juridiques du CdE et des séminaires spécifiques présentant en détail certaines conventions essentielles sont prévus en 2014 dans plusieurs pays.

La forte implication des partenaires a également contribué au succès du Programme au cours de cette période. Des représentants du CdE ont eu des échanges de vue réguliers à haut niveau, y compris avec des Ministres au Maroc et en Tunisie. Outre cette claire

manifestation d'intérêt pour les projets mis en œuvre par le CdE, les partenaires et les autorités ont contribué à la mise en œuvre des activités du Programme Sud.

La présence du CdE au Maroc et en Tunisie et la mise en place d'un bon réseau de partenaires nationaux et internationaux dans le domaine ont contribué à **l'efficacité de la coordination** de l'action du CdE avec celle d'autres donateurs. Une attention particulière est accordée à la complémentarité entre l'action du CdE dans la région du Sud de la Méditerranée et celle d'autres organisations internationales et programmes de l'UE. L'étroite collaboration entre le CdE et MIEUX au Maroc et avec l'OIM en Tunisie sur la lutte contre la traite des êtres humains illustre bien cette coopération. Outre les échanges réguliers à haut niveau entre le Commissaire, M. Füle, et le Secrétaire Général du CdE, un dialogue régulier est en place à d'autres niveaux entre le CdE et l'UE, y compris entre les bureaux du CdE et les délégations de l'UE pertinentes.

Perspectives pour la phase finale de mise en œuvre

L'année 2014, qui marque la fin du Programme Sud, est, sans doute, pleine de défis. Les développements récents en Tunisie semblent aujourd'hui d'avantage propices à une coopération accrue qu'elle ne l'a été au cours des deux dernières années.

Un calendrier d'activités du Programme Sud prévues en 2014, ainsi qu'une liste des activités menées en 2012 et 2013 est présentée ci-après.

Liste des activités du Programme Sud menées en 2012- 2013

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Maroc	<p>Première visite d'évaluation de la délégation de la CEPEJ (<i>Rabat, 5-7 juin 2012</i>)</p> <p>Participation d'un représentant des autorités marocaines à la 19^{ème} réunion plénière de la CEPEJ (<i>Strasbourg, 5-6 juillet 2012</i>)</p> <p>Participation de trois présidents de tribunaux marocains (Casablanca, Sidi Kacem et Agadir) à la réunion des tribunaux pilotes de la CEPEJ (<i>Gozo, Malta, 27 septembre 2012</i>) et à la réunion du Groupe de travail sur les délais judiciaires (SATURN) (<i>26-28 septembre 2012</i>)</p> <p>Deuxième visite de la CEPEJ en vue de finaliser le projet de rapport d'évaluation sur le fonctionnement du système judiciaire marocain (<i>Rabat, Casablanca, Agadir, 29 octobre - 1^{er} novembre 2012</i>)</p> <p>Participation de la Directrice de la Coopération au Ministère de la Justice et des trois présidents des tribunaux-pilotes marocains (Casablanca, Sidi Kacem et Agadir) à la 20^{ème} réunion plénière de la CEPEJ (<i>Strasbourg, 6-7 décembre 2012</i>)</p> <p>Participation de la Direction de l'Institut supérieur de la magistrature et de membres du réseau de Lisbonne aux travaux du groupe SATURN et à une table ronde sur la formation des juges et des greffiers (<i>Strasbourg, 5-6 mars 2013</i>)</p>	<p>Mission d'évaluation des besoins et d'identification des activités (<i>Rabat, 18-20 avril 2012</i>)</p> <p>Atelier de démarrage sur les méthodes de travail GRECO et MONEYVAL (<i>Strasbourg, 17-18 octobre 2012</i>)</p> <p>Préparation et introduction du Questionnaire de diagnostic à un séminaire de formation (<i>janvier - avril 2013</i>)</p> <p>Atelier technique pour les institutions pertinentes consacré à l'examen des résultats de l'analyse des risques dans les secteurs de la santé et des transports (<i>13 juin 2013</i>)</p> <p>Fourniture d'une méthodologie de relecture pour garantir l'absence de toute faille ouvrant la voie à la corruption (<i>avril 2013-décembre 2014</i>)</p> <p>Présentation du questionnaire de diagnostic du cadre juridique et institutionnel sur la base de la méthodologie du GRECO à l'occasion d'un séminaire de formation au Maroc (<i>10 juillet 2013</i>)</p> <p>Lancement du processus de diagnostic (visites sur site d'une équipe de six experts) (<i>30 septembre- 4 octobre 2013</i>)</p> <p>Discussion du projet de rapport de diagnostic avec les parties prenantes (<i>Paris, 20-21 novembre 2013</i>)</p>	<p>Mission d'identification des besoins (<i>Rabat, 26-27 septembre 2012</i>)</p> <p>Deuxième mission du Secrétariat (<i>Rabat, 23-27 avril 2013</i>)</p> <p>Traduction et diffusion d'un « kit » sur la Convention du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains (<i>juillet 2013-2014</i>)</p> <p>Activités destinées à familiariser les institutions compétentes avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains et de meilleurs pratiques au sein des états membres (<i>2013- 2014</i>)</p> <p>Participation d'un experts au séminaire MIEUX sur la traite des êtres humains (<i>Rabat, 26-27 novembre 2013</i>)</p> <p>Table ronde de coordination avec l'UE et les autres principaux acteurs internationaux actifs dans le domaine de la traite (<i>Rabat, 28 novembre 2013</i>)</p>	<p>Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe Séminaire sur le contrôle exercé par les Parlements sur l'action du gouvernement organisé en coopération avec la Commission de Venise (<i>Rabat, 8 novembre 2012</i>)</p> <p>Séminaire d'information pour les fonctionnaires du Parlement du Maroc sur la structure et le fonctionnement du CdE (<i>Strasbourg, 19-20 décembre 2012</i>)</p> <p>Séminaire sur « L'initiative législative populaire » (<i>Rabat, 15 mai 2013</i>)</p> <p>Session spécialisée de formation sur les institutions européennes pour les fonctionnaires du Parlement marocain (<i>Bruxelles, 19-20 juin 2013</i>)</p> <p>Commission de Venise Table ronde sur le projet de loi sur la régionalisation avancée (<i>Rabat, 11 juillet 2012</i>)</p> <p>Journée d'études co-organisée avec la Chambre des Conseillers dans le contexte de la préparation d'une future loi organique sur la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives à l'officialisation de la langue amazighe (<i>Rabat, 21 novembre 2012</i>)</p> <p>Séminaire sur l'exception d'inconstitutionnalité (<i>Rabat, 28 - 29 novembre 2012</i>)</p> <p>Coopération avec l'Institution du Médiateur (<i>9-11 avril 2013</i>)</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Maroc	<p>Troisième mission CEPEJ au Maroc (Rabat, Sidi Kacem, Casablanca- 15-19 avril 2013), y compris une table ronde sur la notification des actes judiciaires (Casablanca, 17-18 avril 2013)</p> <p>Participation de représentants marocains à la 21^{ème} réunion plénière de la CEPEJ (Strasbourg, 20-21 juin 2013)</p> <p>Participation des tribunaux pilotes à la réunion des tribunaux référents de la CEPEJ et à une réunion bilatérale sur la finalisation du programme de formation des formateurs sur les outils CEPEJ et la mise en œuvre des enquêtes de satisfaction au sein des trois tribunaux pilotes (Strasbourg, 25-27 septembre 2013)</p> <p>Participation de la délégation marocaine à la réunion du groupe SATURN pour la gestion du temps judiciaire (Strasbourg, 26 septembre 2013)</p> <p>Participation des tribunaux pilotes à la réunion des tribunaux référents de la CEPEJ et atelier sur le thème des bonnes pratiques et des expériences en matière de notification des actes judiciaires (26 septembre 2013)</p> <p>Mise au point du programme de formation des formateurs sur les outils CEPEJ et des modalités de mise en œuvre des enquêtes de satisfaction au sein des trois tribunaux pilotes (27 septembre 2013)</p> <p>Mission CEPEJ au Maroc, y compris une table ronde sur la notification des actes judiciaires au tribunal de Sidi Kacem, le</p>	<p>Transmission du projet de rapport d'évaluation aux parties prenantes pour consultation (16 décembre 2013)</p>		<p>Expertise de la Commission de Venise en vue de la mise en place des instances de gouvernance prévues par la Constitution : réunions avec les autorités marocaines et la société civile en vue de la mise en place de l'Autorité chargée de la Parité et de la Lutte contre toutes les formes de discrimination et du Conseil consultatif de la Famille et de l'Enfance (25-26 avril 2013)</p> <p>Coopération avec l'Institut du Médiateur : session de formation sur « Le rôle des institutions d'Ombudsmans dans la simplification des procédures administratives et l'accès aux services publics » (22-24 octobre 2013)</p> <p>Ecoles d'Etudes Politiques Sélection des partenaires locaux de l'Ecole (avril 2012)</p> <p>Participation des Directeurs des Ecoles à la réunion des Directeurs des Ecoles d'Etudes Politiques (Tirana, 16-17 mai 2012)</p> <p>Participation d'une délégation de membres de l'Ecole marocaine au Forum mondial de la Démocratie, y inclus la réunion des Directeurs des toutes les Ecoles (Strasbourg, 5-11 octobre 2012)</p> <p>Sélection des participants au premier cycle de formation et inauguration de l'Ecole citoyenne des Etudes Politiques (Rabat, 14 mars 2013)</p> <p>Participation du Directeur de l'Ecole Citoyenne des Etudes Politiques du Maroc à la réunion des Directeurs des Ecoles d'Etudes Politiques (Strasbourg, 13-14 juin 2013)</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Maroc	<p>lancement du programme de formation des formateurs sur les outils de la CEPEJ, le suivi du projet de notification dans le tribunal de Casablanca et la mise en place d'une enquête pilote de satisfaction au sein du tribunal de première instance de Casablanca (11-15 novembre 2013)</p> <p>Visite à la cour de Lausanne et participation d'une délégation marocaine à la 22^{ème} session plénière de la CEPEJ (Lausanne/Strasbourg, 4-5-6 décembre 2013)</p>			<p>Participation du Directeur de l'Ecole au Forum de Lisbonne (Lisbonne, 6-7 novembre 2013)</p> <p>Participation d'une délégation des Ecoles au Forum mondial de la démocratie (Strasbourg, 27-29 novembre 2013)</p> <p>Groupe Pompidou Cours d'addictologie aux facultés de Médecine de Rabat et Casablanca (septembre 2012- juin 2013)</p> <p>Cours d'addictologie aux facultés de Médecine de Rabat et Casablanca (septembre 2013-juin 2014)</p> <p>Participation des représentants marocains aux six séminaires régionaux d'addictologie organisé par la faculté de Médecine de Tunis (octobre 2012 – avril 2013)</p> <p>Deuxième enquête nationale MedSPAD (semaine du 20 mai 2013)</p> <p>Promotion des Conventions du CdE Participation d'une délégation marocaine à la cinquième session de rédaction d'un projet de convention contre la manipulation des compétitions sportives (Strasbourg, 25-27 novembre 2013)</p>
Tunisie	<p>Séminaire sur l'indépendance de la justice, organisé par la Commission de Venise en coopération avec la CEPEJ, le syndicat des magistrats tunisiens et l'union des magistrats administratifs tunisiens (Tunis, 21-22 mars 2012)</p> <p>Première visite d'évaluation du fonctionnement du système judiciaire par une délégation de la CEPEJ en Tunisie</p>	<p>Première mission d'évaluation des besoins et d'identification des activités (Tunis, 26-28 septembre 2012)</p> <p>Deuxième mission du Secrétariat en Tunisie (Tunis, 10-13 décembre 2012)</p> <p>Visite d'études en Croatie, France et Slovénie des représentants des institutions de lutte contre la corruption visant au renforcement des capacités de l'INLUCC à travers le</p>	<p>Mission de prise de contact afin d'établir un diagnostic des besoins, des partenaires et des opportunités et définir des activités futures (18-21 juin 2013)</p> <p>Présentation de l'expertise du CdE dans le cadre du Comité de Pilotage SHARE (Tunis, 14 novembre 2013)</p>	<p>Commission de Venise Participation au séminaire organisé par IFES sur « Quel futur cadre juridique pour les élections en Tunisie? Des perspectives nationales et Internationales » (12- 14 mars 2012)</p> <p>Visite d'étude au CdE, à la Cour suprême fédérale et à la Cour constitutionnelle fédérale d'Allemagne pour une délégation de 11</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Tunisie	<p><i>(Tunis et Carthage, 19-21 novembre 2012)</i></p> <p>Participation de représentants tunisiens à la 20^{ème} réunion plénière de la CEPEJ <i>(Strasbourg, 6-7 décembre 2012)</i></p> <p>Deuxième mission de la CEPEJ en vue de finaliser le rapport préliminaire d'évaluation du système judiciaire tunisien et de débiter la mise en œuvre des activités de coopération dans deux tribunaux pilotes (TPI de Tunis et Cour de Cassation) <i>(27-29 mars 2013)</i></p> <p>Troisième mission de la CEPEJ en vue de préciser les activités de coopération en cours et de débiter celles dans les deux autres tribunaux pilotes (Tribunal cantonal et TPI de Zaghouan) <i>(5-7 juin 2013)</i></p> <p>Participation de représentants tunisiens à la 21^{ème} réunion plénière de la CEPEJ <i>(Strasbourg, 20-21 juin 2013)</i></p> <p>Table ronde sur le thème « Gérer efficacement les tâches au sein de la Cour de Cassation et accélérer le déroulement des procédures », organisée à l'attention de magistrats de la Cour de Cassation tunisienne <i>(Genève, 4 juillet 2013)</i></p> <p>Participation des tribunaux pilotes à la réunion plénière du réseau des tribunaux référents de la CEPEJ <i>(Strasbourg, 26 septembre 2013)</i></p> <p>Participation d'une délégation tunisienne à la réunion du groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires de la CEPEJ et à la réunion plénière des</p>	<p>partage d'informations et de bonnes pratiques et la mise en place de réseaux professionnels avec des institutions homologues en Europe <i>(8-12 avril 2013)</i></p> <p>Renforcement des capacités à mettre en œuvre les normes législatives internationales à l'occasion de la révision et l'amélioration de la législation nationale actuelle en matière de corruption et de crime économique <i>(avril 2013- décembre 2014)</i></p> <p>Organisation d'une formation spécialisée et multidisciplinaire à l'attention du personnel de l'INLUCC, des juges, des procureurs (y compris les éléments du Pôle judiciaire financier) et des agents de la police judiciaire sur la conduite d'enquêtes administratives (ou d'enquêtes pénales en relation) concernant des affaires liées au crime économique et à la corruption <i>(avril 2013- décembre 2014)</i></p> <p>Mise à disposition d'outils et de méthodologies ainsi que renforcement des capacités visant à la conception de trois analyses sectorielles majeures (douanes, administration fiscale et secteur foncier) devant être menées par les Cellules de bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption respectives <i>(18 juin 2013)</i></p> <p>Appui à l'introduction de règles internes de l'INLUCC concernant le statut du personnel de l'Instance et son rôle, la gestion et le traitement interne des dossiers ainsi que la garantie de leur confidentialité et sécurité – 1^{er} séminaire de travail <i>(25-26 septembre 2013)</i>; 2^{ème} séminaire de travail <i>(28-29 octobre 2013)</i>; 3^{ème} séminaire de travail <i>(2-3</i></p>		<p>membres de la Commission Justice de l'Assemblée Nationale Constituante <i>(Strasbourg et Karlsruhe, 29-30 mars 2012)</i></p> <p>Participation à la conférence européenne des administrations électorales sur « Les nouvelles technologies et les élections » <i>(Tallinn, 5-6 juin 2012)</i></p> <p>Echange de vue avec l'ANC concernant les différents régimes constitutionnels, et avec l'ANC et le Ministère de l'Intérieur sur l'organisation de la démocratie locale <i>(Tunis, 26 juillet 2012)</i></p> <p>Participation d'experts de la Commission de Venise et du CCPE au symposium sur « L'indépendance de la justice en Tunisie à la veille de l'adoption de la nouvelle Constitution » <i>(Tunis, 13-14 mars 2013)</i></p> <p>Ecoles d'Etudes Politiques Sélection des partenaires locaux de l'Ecole <i>(avril 2012)</i></p> <p>Sélection des participants au premier cycle de formation et participation des Directeurs des Ecoles à la réunion des Directeurs des Ecoles d'Etudes Politiques <i>(Tirana, 16-17 mai 2012)</i></p> <p>Participation d'une délégation de membres de l'Ecole tunisienne au Forum mondial de la Démocratie, y inclus la réunion des Directeurs de toutes les Ecoles <i>(Strasbourg, 5-11 octobre 2012)</i></p> <p>Inauguration de l'Ecole tunisienne des Etudes Politiques <i>(8 janvier 2013)</i></p> <p>Participation du Directeur de l'Ecole tunisienne</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Tunisie	<p>correspondants nationaux de la CEPEJ (Strasbourg, 17-18 octobre 2013)</p> <p>4^{ème} mission de la CEPEJ, visant à préciser les actions ciblées concernant les moyens modernes de gestion au sein des tribunaux pilotes (Tunisie, 22-24 octobre 2013)</p> <p>Participation d'une délégation tunisienne à la 22^{ème} session plénière de la CEPEJ (5 et 6 décembre 2013)</p>	<p>décembre 2013)</p> <p>Analyse des risques par le Ministère des domaines et des affaires foncières (lancé en décembre 2013)</p> <p>Mise à disposition de conseils législatifs et de textes juridiques afin de contribuer à la préparation de la future loi-cadre en matière de lutte contre la corruption (décembre 2013-décembre 2014)</p>		<p>des Etudes Politiques à la réunion des Directeurs des Ecoles d'Etudes Politiques (Strasbourg, 13-14 juin 2013)</p> <p>Participation de trois élèves de l'Ecole à la 44^{ème} session annuelle de formation de l'Institut International des Droits de l'Homme (IIDH) (Strasbourg, 8-26 juillet 2013)</p> <p>Participation du Directeur de l'Ecole au Forum de Lisbonne 2013 (Lisbonne, 6-7 novembre 2013)</p> <p>Participation d'une délégation des Ecoles au Forum mondial de la démocratie (Strasbourg, 27-29 novembre 2013)</p> <p>Groupe Pompidou Séminaire national de consultation sur la politique drogues (Tunis, 17-18 mai 2012)</p> <p>Visite d'une délégation tunisienne à l'Observatoire portugais sur les drogues et à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (Lisbonne, 29-30 octobre 2012)</p> <p>Cours d'addictologie à la faculté de Médecine de Tunis (octobre 2012- avril 2013)</p> <p>Enquête MedSPAD à Tunis (février 2013)</p> <p>Cours d'addictologie à la faculté de Médecine de Tunis (septembre 2013-juin 2014)</p> <p>Enquête scolaire nationale MedSPAD (septembre 2013- décembre 2014)</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Activités régionales				<p>Promotion des Conventions du CdE Séminaire technique d'introduction sur les procédures d'adhésion aux Conventions et Accords Partiels du CdE pour les autorités marocaines, avec la participation des représentants de la Tunisie, de l'Algérie et de la Jordanie (<i>Strasbourg, 1er juillet 2013</i>)</p> <p>Centre Nord Sud Forum de Lisbonne 2012 : « La saison arabe : du changement au défis » (<i>Lisbonne, 3-4 décembre 2012</i>)</p> <p>Forum de Lisbonne 2013 : « Valoriser la société civile comme acteur de gouvernance: Perspectives pour le Sud de la Méditerranée » (<i>6-7 novembre 2013</i>)</p> <p>Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe Conférence régionale sur « Les changements politiques en Méditerranée du Sud et au Proche-Orient : le rôle des institutions représentatives » (<i>Lisbonne, 8 novembre 2013</i>)</p> <p>Commission de Venise 1^{er} Atelier interculturel de la démocratie : Table ronde sur « Processus constitutionnels et processus démocratiques, les expériences et les perspectives » (<i>Marrakech, 29-30 mars 2012</i>)</p> <p>2^{ème} Atelier interculturel de la démocratie : Table ronde pour les rédacteurs constitutionnels sur « Le nouveau constitutionnalisme dans le monde arabe : rédaction des nouvelles constitutions dans un contexte de changement » (<i>Marrakech, 14-15 mai 2013</i>)</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Activités régionales				<p>Jeunesse Formation de formateurs pour la participation démocratique des jeunes (6-14 avril 2013)</p> <p>Séminaire euro-méditerranéen de chercheurs dans le domaine de la jeunesse (8-10 avril 2013)</p> <p>Soutien à la participation des formateurs et multiplicateurs maghrébins à la formation pour la participation démocratique des jeunes dans le cadre de la coopération euro-arabe pour la jeunesse (Hammamet, Tunisie, 5-6 juillet 2013)</p> <p>Séminaire de formation et consolidation d'acquis pédagogiques pour des participants à la formation pour la participation démocratique des jeunes (Budapest, 29 novembre - 6 décembre 2013)</p> <p>Ecoles d'Etudes Politiques Séminaire régional « Comprendre le printemps arabe et son impact » organisé par l'Ecole d'études politiques tunisienne en partenariat avec l'école marocaine (Tunisie, 11-12 novembre 2013)</p>
Autres pays				<p>Jordanie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission technique d'une délégation jordanienne (Strasbourg, 23-24 avril 2012) - Atelier sur la justice constitutionnelle - Commission de Venise (Amman, 28 mai 2012) <p>Egypte Commission de Venise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission sur le projet de loi sur les ONG (Le Caire, 11-12 mars 2013) - Préparation d'un avis sur le projet de loi (mai-juin 2013)

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
				<ul style="list-style-type: none"> - Echange de vues avec des Représentants de la Présidence égyptienne (<i>Venise, 13-14 juin 2013</i>) <p>Libye Participation du Président du Comité juridique du Congrès national général de Libye, M. Omar Abu Lifa, à la 97^{ème} réunion plénière de la Commission de Venise (<i>Venise, 6-7 décembre 2013</i>)</p>
Réunions du Comité de Pilotage	Premier réunion du Comité de Pilotage (Paris, 5 février 2013)			

Calendrier d'activités du Programme Sud pour 2014

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Maroc	<p>Échange de vue des experts de la CEPEJ et de la Commission de Venise dans des réunions avec le Ministère de la Justice et des Libertés portant sur les projets de lois organiques sur le statut des juges et le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire <i>(Rabat, 8-9 janvier 2014)</i></p> <p>Second échange de vue entre les experts de la CEPEJ et de la Commission de Venise et la Direction de la Législation au Ministère de la justice et des Libertés du Maroc portant sur les projets de lois organiques sur le statut des juges et le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire <i>(Paris, 6 février 2014)</i></p> <p>Formation (par les formateurs précédemment formés) de référents marocains responsables de la mise en œuvre des outils CEPEJ dans l'ensemble des tribunaux marocains <i>(janvier-juin 2014)</i></p> <p>Mise en œuvre d'enquêtes de satisfaction au sein des trois tribunaux pilotes, y compris le lancement d'éventuels projets visant à améliorer les politiques de qualité dans ces trois tribunaux <i>(janvier-juin 2014)</i></p> <p>Suivi du projet sur la notification des actes judiciaires dans le tribunal de Casablanca et sur la réduction des délais judiciaires au sein du tribunal d'Agadir <i>(janvier-juin 2014)</i></p> <p>Mission CEPEJ au Maroc <i>(avril 2014)</i></p> <p>Participation d'une délégation marocaine à la</p>	<p>Présentation des résultats du diagnostic anti-corruption et des recommandations à l'occasion d'une session plénière avec l'administration, les membres du Parlement, du système judiciaire, de la société civile ainsi que les partenaires internationaux <i>(18-19 février 2014)</i></p> <p>Dispense de conseils et d'une analyse juridique dans le cadre de la rédaction de règles internes de l' « Instance nationale de probité, de prévention et de lutte contre la corruption » <i>(février à avril 2014)</i></p> <p>Analyse des risques par le Ministère du commerce extérieur <i>(mars-juin 2014)</i></p> <p>Série de formations sur l'élaboration d'une stratégie nationale anti-corruption incluant la fourniture d'outils (indicateurs objectivement vérifiables) et de méthodologies ; échanges de bonnes pratiques sur la conception et la mise en œuvre de stratégies et de politiques anti-corruption et de lutte contre le crime économique, incluant le suivi du niveau de mise en œuvre <i>(mars-juin 2014)</i></p> <p>Activité de sensibilisation des entrepreneurs marocains sur la thématique des conflits d'intérêt et l'initiative volontaire du secteur privé dans le combat contre la corruption <i>(mars 2014)</i></p> <p>Formation pour les parlementaires et les</p>	<p>Traduction et diffusion d'un « kit » sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains <i>(Juillet 2013-2014)</i></p> <p>Organisation d'une visite d'étude sur le combat contre la traite des êtres humains, en coopération avec le Programme MIEUX <i>(3-7 février 2014)</i></p> <p>Participation des autorités marocaines aux séminaires du CdE et activités sur la traite des êtres humains <i>(2014)</i></p> <p>Activités visant à familiariser les institutions pertinentes avec la Convention du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains et les meilleurs pratiques dans ce domaine au sein de ses Etats membres <i>(premier quart 2014)</i></p> <p>En coopération avec l'assemblée parlementaire du CdE, campagne de sensibilisation des membres du Parlement marocain sur des questions relatives à traite des êtres humains <i>(à confirmer, 2014)</i></p> <p>Réunion de coordination des organismes internationaux sur la thématique de l'identification des victimes <i>(à confirmer, mai 2014)</i></p> <p>Table ronde pour coordonner l'action des principaux acteurs internationaux <i>(automne 2014)</i></p>	<p>Promotion des Conventions du CdE Présentation de la Convention pénale sur la corruption du CdE et de la Convention civile sur la corruption <i>(Rabat, premier quart 2014)</i></p> <p>Présentation technique de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel <i>(Rabat, 20-21 mars 2014)</i></p> <p>Présentation et échange de vues sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants <i>(Maroc, 2014)</i></p> <p>Table ronde pour des échanges de vue à propos des Conventions suivantes, avec une attention spéciale sur les obligations des Parties contractantes : Code Européen de sécurité sociale ; Protocole du code européen de sécurité sociale ; Convention européenne sur l'assistance sociale et médicale ; Protocole additionnel à la Convention européenne d'assistance sociale et médicale ; Convention européenne sur la sécurité sociale ; Accord complémentaire pour l'Application de la Convention Européenne sur la sécurité sociale <i>(Rabat, 2014)</i></p> <p>Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Réunion du Réseau parlementaire pour « le droit des femmes de vivre sans violence » <i>(à confirmer, 2014)</i></p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Maroc	<p>réunion SATURN pour la gestion du temps judiciaire (<i>Avril 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation marocaine à la 23^{ème} session plénière de la CEPEJ (<i>juillet 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation marocaine à la réunion SATURN pour la gestion du temps judiciaire (<i>Strasbourg, 15-17 octobre 2014</i>) ; Participation des tribunaux pilotes marocains à la réunion du Réseau des Tribunaux-référents de la CEPEJ (<i>16 octobre 2014</i>)</p> <p>Mission CEPEJ au Maroc (<i>octobre 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation marocaine à la 24^{ème} session plénière de la CEPEJ (<i>décembre 2014</i>)</p>	<p>officiels portant sur le financement des partis politiques (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Fourniture d'une méthodologie de relecture pour garantir l'absence de toute faille ouvrant la voie à la corruption (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Formation des formateurs sur les procédures pénales des infractions liées au crime économique destinée aux agences d'application de la loi ou assimilées (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Formation des formateurs sur les enquêtes administratives liées aux cas de corruption et/ou aux autres violations administratives destinée aux agences d'application de la loi ou assimilées (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Conférences sur les normes européennes et internationales concernant le financement des partis politiques et l'application des règles correspondantes (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Formation certifiante et module de formation sur les Concepts de base de la lutte contre la corruption et leurs aspects institutionnels et juridiques pour les agents publics (<i>avril 2014</i>)</p> <p>Traduction en Arabe et publication du Rapport de Diagnostic du cadre anti-corruption (<i>avril 2014</i>)</p>		<p><i>confirmer</i>)</p> <p>Séminaire sur le rôle de l'opposition parlementaire (<i>Rabat, mai 2014</i>)</p> <p>Commission de Venise Expertise de la Commission de Venise en vue de la mise en place d'instances de gouvernance prévues par la Constitution (<i>2013-2014, à la demande des autorités</i>) En coopération avec la CEPEJ, assistance sur les projets de lois organiques sur le statut des juges et du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (<i>Rabat, 8-9 janvier 2014; Paris, 7 février 2014; 2014</i>)</p> <p>Jeunesse Assistance pour la mise en place de politiques et de structures de participation et de représentation des jeunes et soutien à la mise en place d'un Conseil consultatif de la jeunesse (<i>2014, à la demande des autorités</i>)</p> <p>Séminaire national sur la participation démocratique des jeunes en coopération avec les partenaires nationaux (<i>2014</i>)</p> <p>Ecoles d'Etudes Politiques Participation du Directeur de l'Ecole Citoyenne des Etudes Politiques du Maroc à la réunion des Directeurs des Ecoles d'Etudes Politiques (<i>avril 2014, automne 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation des Ecoles au Forum mondial de la démocratie (<i>Strasbourg, novembre 2014, dates à confirmer</i>)</p> <p>Groupe Pompidou Soutien au fonctionnement de l'Observatoire marocain des drogues et des toxicomanies</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
				<p>(activité continue 2013-2014)</p> <p>Cours d'addictologie aux facultés de Médecine de Rabat et Casablanca (Janvier-Juin 2014)</p>
Tunisie	<p>Formation des formateurs à la Commission de la magistrature sur un module pour les présidents des tribunaux concernant la gestion et l'organisation administrative et technique (Tunis, 18-19 février 2014)</p> <p>Participation d'une délégation tunisienne aux GT-EVAL (Strasbourg, 13-14 Mars 2014)</p> <p>5^{ème} visite de la CEPEJ en Tunisie: Session de travail avec la cour de Cassation sur : (i) l'établissement d'une base de données, (ii) la spécialisation d'une chambre, (iii) la mise en place d'un système de filtrage ; avec le tribunal tunisien de première instance sur : (i) la spécialisation d'une chambre, (ii) la mise en place d'un système de mise en état des affaires, (iii) la mise en place d'un tableau de bord statistique ; avec les tribunaux de Zaghouan, sur : (i) la formation d'un greffier pour assister le Président du Tribunal cantonal, (ii) la mise en place d'un tableau de bord statistique (mars ou avril 2014)</p> <p>Bilan de la 1^{ère} session de travail dans les tribunaux pilotes et organisation de la 2^{ème} session (avril-mai 2014)</p> <p>2^{ème} session de travail pour les tribunaux pilotes sur « Consolidation de l'utilisation des moyens modernes de gestion du tribunal » (avril à décembre 2014)</p> <p>6^{ème} et 7^{ème} visite de la CEPEJ en Tunisie (avril - décembre 2014)</p>	<p>Appui à l'introduction de règles internes concernant le statut du personnel de l'Instance Nationale de lutte contre la corruption et son rôle, la gestion et le traitement interne des dossiers ainsi que la garantie de leur confidentialité et sécurité (septembre 2013 – mars 2014)</p> <p>Mise à disposition de conseils législatifs et de textes juridiques afin de contribuer à la préparation de la future loi-cadre en matière de lutte contre la corruption (décembre 2013-avril 2014)</p> <p>Aide à l'analyse des risques par le Ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières (décembre 2013- mars 2014)</p> <p>Renforcement des capacités de mise en œuvre de la législation internationale en matière de corruption et de crime économique (janvier 2014)</p> <p>Activités de sensibilisation sur la mise en œuvre des standards internationaux anti-corruption sur le financement des partis politiques et les non-profits organisations à travers l'échange de bonnes pratiques avec les partenaires internationaux (février - mars 2014)</p> <p>Mise à disposition des comités éditoriaux du Ministère de la Gouvernance et de l'Ordre national des Avocats de bonnes pratiques et de modèles européens concernant les</p>	<p>Diffusion d'un « kit » sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (2014)</p> <p>Participation des autorités Tunisiennes à des séminaires et des activités du CdE portant sur la traite des êtres humains (2014)</p> <p>Activités visant à familiariser les institutions pertinentes avec la Convention du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains et les meilleurs pratiques dans ce domaine au sein de ses Etats membres (2014)</p> <p>Activités pour répondre aux demandes émanant des autorités nationales (par ex., sensibilisation, renforcement des capacités ; formation des formateurs) (2014)</p>	<p>Promotion des Conventions du CdE Séminaire portant sur la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (Tunis, 18 mars 2014)</p> <p>Présentation et échange de vues sur la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (Tunisie, 2014)</p> <p>Commission de Venise NB: La coopération dans le domaine de la justice constitutionnelle entre la Commission de Venise et les autorités de la Tunisie dépendra des délais relatifs aux élections parlementaires.</p> <p>Table-ronde sur les modèles de contrôle constitutionnel (septembre-octobre 2014)</p> <p>Aide à la préparation de projets de lois dans le domaine de la justice constitutionnelle (septembre-novembre 2014)</p> <p>Conférence sur la nouvelle Cour Constitutionnelle (septembre-novembre 2014)</p> <p>Coopération avec les autorités pour la préparation de lois dans le domaine de la justice (deuxième moitié de l'année 2014)</p> <p>Jeunesse Séminaire national sur la participation démocratique des jeunes (2014)</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Tunisie	<p>Réflexion avec les praticiens pour une coopération future sur différents thèmes spécifiques (<i>avril à décembre 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation tunisienne à la 23^{ème} session plénière de la CEPEJ (<i>3-4 juillet 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation tunisienne à la réunion SATURN pour la gestion du temps judiciaire (<i>Strasbourg, 15-17 Octobre 2014</i>)</p> <p>Participation des tribunaux pilotes tunisiens à la réunion des tribunaux référents de la CEPEJ (<i>Strasbourg, 16 octobre 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation tunisienne aux GT-EVAL (<i>Strasbourg, 20-21 novembre 2014</i>)</p> <p>Bilan de la 2^{ème} session de travail avec les tribunaux pilotes (organisation d'une enquête de satisfaction des usagers des tribunaux pilotes) (<i>décembre 2014</i>)</p> <p>Préparation d'un manuel contenant des lignes directrices pour la gestion des tribunaux (<i>2014</i>)</p> <p>Visite d'étude de juges du TPI de Tunis à la cour d'Avignon (<i>2014, date à confirmer</i>)</p> <p>Participation d'une délégation tunisienne à la 24^{ème} session plénière de la CEPEJ (<i>Strasbourg, décembre 2014</i>)</p> <p>Visite d'étude de juges et de greffiers du TPI et de la cour de Zaghouan en Belgique (<i>2014, date à confirmer</i>)</p>	<p>questions liées aux codes de déontologie (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Introduction aux méthodologies du GRECO et de MONEYVAL visant à développer les capacités d'application des standards européens, des outils de contrôle et des possibilités de réseautage (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Formations spécialisées et multidisciplinaires à l'attention du personnel de l'INLUCC, des juges, des procureurs (y compris le personnel du pôle judiciaire financier) et des agents de la police judiciaire sur la conduite des affaires liées au crime économique et à la corruption, y compris les méthodes d'enquête (<i>mars 2014</i>)</p> <p>Organisation d'une formation multidisciplinaire à l'attention des formateurs visant à renforcer les capacités des avocats et des auxiliaires de justice (experts auprès des tribunaux) en matière de détection de la corruption et des conflits d'intérêt (<i>mars 2014</i>)</p>		<p>Ecoles d'Etudes Politiques Participation des Directeurs des Ecoles à la réunion des Directeurs des Ecoles d'Etudes Politiques (<i>avril 2014, automne 2014</i>)</p> <p>Participation d'une délégation des Ecoles au Forum mondial de la démocratie (<i>Strasbourg, novembre 2014, dates à confirmer</i>)</p> <p>Groupe Pompidou Cours d'addictologie à la faculté de Médecine de Tunis (<i>janvier- juin 2014</i>)</p> <p>Analyse des résultats de l'enquête scolaire nationale MedSPAD (<i>2014</i>)</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Activités régionales	<p>Organisation d'un évènement majeur par la CEPEJ afin de promouvoir la dissémination des bonnes pratiques européennes en matière d'efficacité et de modernisation de la justice (2014, date et lieu à confirmer)</p>		<p>Séminaire régional de sensibilisation aux instruments du CdE pour la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains (Tunisie, 15-16 avril 2014)</p>	<p>Promotion des Conventions du CdE Séminaire sur la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme et sur la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (Rabat, 2014)</p> <p>Présentation de la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football (Rabat, 2014)</p> <p>Présentation de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale et son deuxième Protocole additionnel; Convention sur le transfèrement des personnes condamnées; Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes (site à définir, 2014)</p> <p>Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Organisation d'une Conférence régionale sur la « Liberté de religion et sécurité des communautés chrétiennes au Proche-Orient et dans le Sud de la Méditerranée » (Athènes, 7 mai 2014)</p> <p>Commission de Venise Conférence des médiateurs des pays de la Méditerranée (lieu et date à confirmer, 2014), suivie d'une publication</p> <p>Jeunesse Séminaire d'évaluation de la « Formation pour la participation démocratique des</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
Activités régionales				<p>jeunes dans le cadre de la coopération euro-arabe pour la jeunesse » (novembre 2014)</p> <p>Ecoles d'Etudes Politiques Séminaire régional organisé par l'Ecole marocaine des Etudes Politiques (2014, dates à confirmer)</p> <p>Centre Nord-Sud Forum de Lisbonne 2014 (dates à confirmer)</p> <p>Activités de renforcement des capacités Formation pilote pour les jeunes professionnels du Maroc, de Tunisie, d'Algérie, sur la gouvernance démocratique et les standards du CdE, en coopération avec EIUC et VIU (Venise, avril 2014)</p> <p>Ligue des Etats arabes: possible activité de renforcement des capacités à organiser au Caire ou à Strasbourg (2014, à confirmer)</p>
Autres pays				<p>Jordanie Promotion des Conventions du CdE Séminaire portant sur des Conventions du CdE relatives aux domaines identifiés dans le Plan d'action UE/Jordanie (avril 2014)</p> <p>Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe Séminaire portant sur le développement des institutions parlementaires organisé en coopération avec le Parlement jordanien (à confirmer, 2014)</p> <p>Israël Promotion des Conventions du CdE Séminaire pour présenter les procédures d'adhésion aux différentes Conventions et discussion approfondie avec les Ministères</p>

	Composante 1- Indépendance et efficacité du système judiciaire	Composante 2- Bonne gouvernance, prévention de la corruption et du blanchiment d'argent	Composante 3- Renforcer la protection des droits de l'homme, par la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains	Composante 4- Promouvoir la coopération régionale pour la protection des droits de l'homme et promouvoir les valeurs démocratiques
				<p>sur une sélection pertinente de Conventions (2014)</p> <p>Libye Commission de Venise : échange de vues avec le Congrès national général de Libye sur le processus constitutionnel (Tripoli, 8-9 Janvier 2014).</p>
Réunions du Comité de Pilotage	<p>Deuxième réunion du Comité de Pilotage du Programme Sud (Strasbourg, 17-18 mars 2014) Troisième réunion du Comité de Pilotage du Programme Sud (2014, fin du Programme)</p>			